Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales*

Paris, Éd. Les Prairies ordinaires, coll. Essais, 2015, 288 pages

Paul-Arthur Tortosa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10908>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10908

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 425-426

ISBN : 978-2-8143-0313-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Paul-Arthur Tortosa, « Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales* », *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10908> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10908>

intérêt à distinguer, dans les problèmes sociaux portés à la connaissance de l'opinion publique, ceux qui relèvent du politique et ceux qui relèvent d'autres catégories (sportifs, scientifiques, etc). La deuxième interrogation concerne l'espace. Plus précisément, la dimension territoriale des problèmes publics. Érik Neveu s'appuie principalement sur des problèmes nationaux. Or, l'espace public national n'a pas forcément les mêmes caractéristiques que l'espace public local ou international. Dans ces conditions, existe-t-il des caractéristiques spécifiques permettant de distinguer problèmes publics locaux, régionaux, nationaux, européens, mondiaux ? La troisième question porte sur le temps : combien de temps un problème social doit-il être présent à l'agenda médiatique pour devenir un problème public : une journée, une semaine, une année ? La dernière question est liée au contexte de lecture de cet ouvrage (le 22 mars 2016 à Bruxelles). Le terrorisme est-il un problème public ? Érik Neveu cite des dizaines d'exemples mais aucun n'est lié au terrorisme. Certes, les cinq opérations de construction d'un problème public peuvent se retrouver dans le terrorisme (identifier une cause, cadrage médiatique différent selon les aires culturelles, justification de la violence, mise à l'agenda médiatique, réponse des pouvoirs publics), mais n'y a-t-il pas, dans le terrorisme, une évidence sociale qui s'impose à tous ? *A contrario*, la volonté de terroriser donc de provoquer une émotion de repli sur soi plutôt qu'une réflexion critique, ne mériterait-elle pas une construction scientifique spécifique pour étudier ces stratégies de déstabilisation démocratique ?

Si on reconnaît la qualité d'un livre aux réponses claires qu'il apporte et aux interrogations critiques qu'il nourrit, assurément cet ouvrage est de grande qualité. À lire absolument.

Érik Dacheux

*Communication et sociétés, université Blaise Pascal
Clermont-Ferrand, F-63000
eric.dacheux@univ-bpclermont.fr*

Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales*

Paris, Éd. Les Prairies ordinaires, coll. Essais, 2015, 288 pages

Arnault Skornicki, maître de conférences en science politique, propose une stimulante contribution à l'étude de la pensée de l'État chez Michel Foucault. L'ambition du livre est énoncée dans une introduction brève et efficace : « Dégager la contribution de la généalogie [la méthode foucauldienne] à la sociogénèse de l'État » (p. 14). En un mot, intégrer les travaux foucauldien à l'héritage des sciences sociales. Pour ce faire, l'auteur tente de dissiper

deux malentendus. Le premier est que Michel Foucault ne soit pas un penseur de l'État, mais au contraire un intellectuel ayant « décentré l'étude du pouvoir de la question de l'État, au profit d'enjeux longtemps négligés et tenus pour infrapolitiques, comme la folie, la prison, les hôpitaux, ou la sexualité » (p. 11). En réalité, explique Arnault Skornicki, si Michel Foucault déplorait la « survalorisation du problème de l'État [...] ce n'était pas, toutefois, pour délaisser l'étude de l'État lui-même mais plutôt pour en renverser le principe d'analyse » (p. 12). Dans cette perspective, cet « improbable penseur de l'État » cherche à remplacer « la théorie d'un objet réifié qu'on se donne à l'avance (l'État) par la généalogie d'un processus (l'étatisation) » (p. 15). Ainsi, selon l'auteur, Michel Foucault est-il bien un théoricien de l'État, bien qu'il en soit un théoricien implicite. Le deuxième malentendu est lié aux critiques féroces que Michel Foucault adresse à la sociologie. Ces dernières sont bien réelles, admet Arnault Skornicki, mais elles sont dirigées contre l'image que se faisait Michel Foucault de la sociologie, c'est-à-dire une vision caricaturale de l'héritage d'Émile Durkheim (p. 16). Certes, Michel Foucault se distingue d'approches jugées trop globalisantes afin d'étudier l'État comme une pratique, « c'est-à-dire une certaine manière de gouverner, de conduire les conduites, de structurer le champ d'action éventuel des autres » (p. 15). Néanmoins, en faisant dialoguer les idées foucauliennes et celles de nombreux sociologues, cet ouvrage vise à montrer que leurs perspectives ne sont pas antagonistes. Il vise donc à réfuter l'extériorité proclamée de l'héritage foucauldien et à l'accueillir au sein des sciences sociales. Une place de choix doit même être réservée à celui qui a, avec tant d'insistance, cherché à saisir « l'étatisation des rapports de pouvoir » (quatrième de couverture).

L'ouvrage, divisé en cinq parties, développe ces deux idées autour des principaux objets et thèmes foucauldien. Le premier chapitre, intitulé « La généalogie est-elle une sociologie comme une autre ? » (pp. 23-49), vise à établir « la contribution de Foucault à la sociologie historique » (p. 23). Il s'agit principalement d'une comparaison des concepts de causalité et de pouvoir chez Michel Foucault et des sociologues classiques, en particulier Max Weber. Le deuxième chapitre, « Foucault et la sociogénèse des monopoles » (pp. 53-107), met en perspective l'étude foucauldienne de l'étatisation des rapports de pouvoir et la théorie webérienne de l'État à travers le concept célèbre de gouvernementalité. Il montre que les deux auteurs, malgré un vocabulaire différent, partagent un objet, l'accroissement du monopole politique de l'État, ainsi qu'une critique commune du « doublet juridico-marxiste », c'est-à-dire à la fois du juridisme formel qui réduit l'État à un phénomène légal et du marxisme qui l'inféode totalement à la sphère économique. Ensuite,

dans « Mystères et revers de l'ordre juridique » (pp. 111-131), Arnault Skornicki met en lumière la critique foucauldienne de la définition juridique classique de l'État comme « personne morale et [...] puissance publique détenant le monopole de la contrainte légale » (p. 111), qu'il analyse plutôt comme au mieux « une entreprise de revendication d'un monopole d'arbitrage » (*ibid.*). Pour lui, c'est l'occasion de souligner la raison principale de l'opposition de Michel Foucault à ce qu'il percevait comme la sociologie : son insistance sur les mouvements, les ruptures, les transformations. En effet, depuis *L'Archéologie du Savoir* (Paris, Gallimard, 1969), le théoricien de la généalogie met l'accent sur les processus plutôt que sur les états. De ce fait, sa tendance à privilégier la différence par rapport à la répétition l'amène à se confronter aux théories sociologiques descriptives et figées. Néanmoins, l'auteur considère que la différence de Michel Foucault est à considérer comme une richesse plutôt que comme une raison de l'exclure du champ des sciences sociales. Le quatrième chapitre, « Le Roi et le Berger » (pp. 135-187), s'intéresse au concept foucauldien de pouvoir pastoral, articulant autorité théologique et politique. Certes, Michel Foucault ne néglige pas l'importance du protestantisme et des guerres de religion sur les transformations de l'art de gouverner à l'époque moderne, maintes fois soulignée par les sociologues. Néanmoins, Arnault Skornicki montre à juste titre que la mise en lumière du caractère séminal du modèle pastoral chrétien dans la gouvernementalité occidentale. Enfin, le cinquième chapitre, « De la biopolitique considérée comme bureaucratie » (pp. 191-230), cherche à établir que « les célèbres enquêtes de *Sécurité, territoire, population* et de *Naissance de la biopolitique* constituent, à leur manière, une généalogie de l'administration bureaucratique et de l'État de droit » (p. 191). C'est alors l'occasion pour l'auteur de traiter en détail des questions du libéralisme et de la pensée économique au XVIII^e siècle dont il est spécialiste. Il y propose notamment de très bonnes remarques sur l'apparent paradoxe que constitue le développement parallèle de l'individualisation des sujets et du gouvernement des masses (p. 216).

Cet ouvrage étant d'une très grande richesse théorique, il est impossible de rendre compte de façon exhaustive de son contenu. Certains éléments méritent néanmoins d'être notés. Tout d'abord, l'une des forces de cet ouvrage est qu'il propose une lecture approfondie des conférences de Michel Foucault au Collège de France, en particulier *Sécurité, territoire, population* (1978-1979) et *Naissance de la biopolitique* (1979-1980) (Paris, Gallimard/EHESS/Éd. Le Seuil, 2004). En ce sens, ce livre constitue une référence utile pour les chercheurs en sciences humaines prolongeant le sillon creusé par Michel Foucault

à la fin de sa vie. En revanche, l'analyse de ses œuvres plus anciennes est précise mais assez peu originale. En effet, cette dernière est fortement inspirée des réflexions exposées par Gilles Deleuze dans *Foucault*, paru aux Éditions de Minuit en 1986. De manière plus générale, on retrouve dans *La Grande soif de l'État* la grille de lecture deleuzienne, divisant les objets foucauldien autour de la trinité savoir-pouvoir-processus de subjectivisation. Par ailleurs, la grande culture sociologique de l'auteur lui permet de proposer d'intéressants parallèles entre Michel Foucault et des auteurs plus anciens. Par exemple, il est très convaincant lorsqu'il s'agit de comparer le processus de monopolisation étatique chez Max Weber et Michel Foucault (pp. 56-72), ou qu'il compare leurs définitions du concept de domination (p. 236). Au-delà des points techniques éclairés par l'auteur, ce livre est à la fois un exemple et un encouragement pour une attitude saine vis-à-vis des textes classiques, rejetant à la fois sanctification béate et jugements *a priori*. Malgré les trésors de pédagogie déployés par l'auteur, une bonne connaissance de l'œuvre de Michel Foucault est recommandée pour ne pas se perdre dans les méandres de la démonstration. Néanmoins, l'usage de l'italique, pour mettre en avant les éléments clés du raisonnement et les problèmes fondamentaux, offre au lecteur des points d'ancrage appréciables, facilitant la navigation dans ce livre présentant une certaine complexité théorique. Enfin, il faut rappeler que, selon les mots de l'auteur, « ceci n'est pas un nouveau livre sur Foucault. C'est un livre sur l'État » (quatrième de couverture). En ce sens, il s'agit moins d'un commentaire se voulant neutre qu'un essai d'interprétation répondant à un agenda politique et intellectuel, comme l'atteste la conclusion invitant à penser « Foucault libertaire et socialiste » (p. 244). Pour conclure, cet ouvrage offre un essai d'interprétation documenté, intelligent et convaincant. Il propose certainement moins de certitudes que de grain à moudre. Et le meilleur hommage que l'on puisse rendre à ce livre est de le traiter comme il considère l'œuvre de Michel Foucault : avec respect et recul.

Paul-Arthur Tortosa

European University Institute, I-50014

paul-arthur.tortosa@eui.eu

Anne STEINER, *Le Temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »*
Paris, Éd. L'Échappée, coll. Action graphique, 2015,
176 pages

« Si la Belle Époque correspond, en France, à l'âge d'or de la grève, elle correspond aussi à l'âge d'or des cartes postales » (p. 9). Le début du siècle est en effet marqué par une multiplication du nombre de grèves